

RDCongo:

Espoirs fragiles



*Dossier coordonné
par Yvan Nicolas.
Y ont collaboré:
Emmanuel Nashit,
Vital Barholere,
André Linard,
Francis Verhoeven.*

Le Congo, un pays, un continent, immense.

Pays très riche : de ses ressources minières, de ses cultures, de son peuple. Pays jadis colonisé, aujourd'hui encore constamment pillé. Le Congo, un pays, un continent depuis des décennies à la dérive mais qui veut revivre et se reconstruire.

Aujourd'hui, l'espoir est là : Infime, ténu, mais tenace et bien réel.

Le processus électoral, pierre angulaire d'une difficile reconstruction démocratique doit sortir de son long tunnel tortueux et arriver à son terme dans les semaines, les mois qui viennent.

Les embûches et les obstacles sont encore nombreux mais, tel l'athlète qui saute toujours plus haut, les Congolais les surmontent un par un pour atteindre leur terre promise : la paix et le développement, enfin !

Dans l'est du pays, là où se concentrent encore beaucoup de tensions, nos partenaires, des hommes et des femmes engagés dans le syndicat, dans la mutualité ou dans d'autres mouvements de la société « civile » nous disent leur aspiration à revivre enfin dans la sérénité et la continuité.

Le MOC, les Mutualités chrétiennes, la CSC, tous ensemble nous sommes engagés à leurs côtés.

Le processus est dans la dernière ligne droite : il ne faut pas louper ces derniers pas.

En juillet, nous saurons Et nous fêterons dignement le Congo, libre et démocratique, auquel tous aspirent.



Ne pas tuer l'espoir



Des menaces sérieuses pèsent sur la poursuite du processus de transition. Vous restez optimistes ?

Les retards s'accumulent depuis le début du processus. Certains sont dus à de bonnes raisons, comme la discussion de fond sur le projet de Constitution. Mais on constate de plus en plus une mauvaise volonté des gens au pouvoir, qui freinent des quatre fers, comme s'ils faisaient tout pour ne pas arriver aux élections et donc rester au pouvoir. Même le Président. Le Sénat, par exemple, a sérieusement traîné pour rédiger l'avant-projet de Constitution, se complaisant à faire durer le moment où il était important, parce que c'est là une de ses seules compétences.

Est-ce quelqu'un se soucie de l'avenir du pays, ou chacun s'intéresse-t-il à ses propres intérêts ? On a dit que Mobutu était au moins parvenu à créer une conscience nationale...

On trouve difficilement un patriote congolais, quelqu'un qui est prêt à se sacrifier pour le pays. En caricaturant, l'identité congolaise a été créée par 3 éléments : par Léopold II, qui a créé l'espace ; par Mobutu, qui a donné la fierté d'être congolais, et par la guerre, qui comme ailleurs, définit un adversaire extérieur et renforce donc un sentiment national. Ces trois éléments-là ne sont pas suffisants pour créer un nationalisme du « je donne » plutôt qu'un nationalisme du « je prends ». Être nationaliste, en RDC, c'est généralement dire à d'autres « vous n'êtes pas Congolais, vous n'avez pas droit à ces richesses ». Mais ce n'est pas se sacrifier pour le pays.

Les Congolais pensent que tout va changer avec les élections, ce qui ne sera pas le cas.

Marie-France Cros, journaliste à La Libre Belgique, et François Misser, tous deux spécialistes de l'Afrique, publient un livre fort utile pour comprendre les enjeux actuels du Congo. Ils en cernent ici quelques éléments.

Pourtant, l'occasion semble unique d'enfin sortir de l'instabilité permanente. Ou y aurait-il une sorte de déterminisme qui fait que le Congo n'en sortira jamais, que tout est sans cesse à recommencer ?

S'il y avait un déterminisme, on s'intéresserait à d'autres pays. C'est circonstanciel, mais circonstanciel depuis longtemps, et il faudra au moins autant de temps pour renverser la tendance. Cela prendra une à deux générations, parce que les gens qui ont trente ans n'ont jamais vécu dans un système qui ne soit pas pourri, et cela imprègne totalement leur culture. On peut espérer que les élections provoquent le déclic permettant le changement. J'ai été longtemps frappée par le fait que chaque fois que j'allais au Congo, c'était pire que la fois précédente, contrairement à d'autres pays d'Afrique. Mais la dernière fois, fin janvier, ce sentiment avait changé ; il y avait un réel espoir des gens vis-à-vis du

processus électoral. Les Congolais ont hésité à y croire, mais ils ont vu le recensement et le référendum, ils ont vu que les gens qui avaient voté contre la Constitution ou ne s'étaient pas enrôlés n'étaient pas sanctionnés. La confiance avait fortement augmenté ces derniers temps.

L'attitude des autorités de ces derniers jours, de ralentir au maximum le processus et ne plus respecter le calendrier, c'est doublement criminel : d'une part on casse un processus, et surtout on risque de casser l'espoir. C'est déjà ce qui est arrivé avec Kabila père, qui avait bénéficié au moment de sa guerre de libération d'un formidable élan de la population.

Les élections peuvent-elles réellement changer quelque chose ?

C'est vrai que les Congolais y mettent un peu trop d'espoir. Ils pensent que tout va changer



Photo : VIBI BAPHOLERE

avec les élections, ce qui ne sera pas le cas. Cela va rendre la période post-électorale dangereuse. Mais il me semble que lorsqu'ils auront passé cette étape-là, ils vont comme tous les autres peuples apprendre à utiliser leurs droits d'électeurs, et au lieu de voter pour ceux qu'ils veulent voir au pouvoir, ils vont apprendre à voter contre ceux qu'ils ne veulent surtout pas voir au pouvoir. Cela laisse donc une plus grande ouverture pour constater que parmi les autres, il y en a que l'on aurait pas appuyés spontanément, mais qui travaillent bien.

A la première élection, ils vont voter ethnique. A la deuxième, s'ils voient qu'ailleurs le type pour lequel on a voté a fait quelque chose pour sa région, et pas celui pour qui vous avez voté chez vous, ils vont en tirer des leçons.

Vous écrivez que le pays a besoin d'un changement moral, mais que celui-ci ne peut pas survenir tant que les gens ne mangent pas à leur faim. Or, on a l'impression d'une non gestion généralisée de l'économie...

Plus que la non gestion ou la corruption, ce qui fait défaut, c'est la création de richesse sur place. A part dans l'import-export, il n'y a de capitalisme national. Dans les mines, on extrait les ressources dans une vision à

court terme, prédatrice. Les Congolais restent très inscrits dans la culture amenée par le mobutisme, celle qui consiste à faire des coups. On fait ponctuellement un petit investissement et on rafle tout ce qui est à rafler. Les gens au pouvoir prennent une commission sur un contrat, mais il n'y a pas de projection dans l'avenir. Les dirigeants se comportent comme s'ils étaient des squatters, comme s'ils n'étaient pas chez eux. C'est très différent de ce qu'on peut voir ailleurs en Afrique.

Mobutu s'est bien joué des Blancs. Il s'est fâché avec la Belgique pour se faire désirer, et c'est resté dans le subconscient des Congolais. En les entendant parler, on a l'impression qu'ils sont assis sur un tas d'or qu'ils doivent défendre contre tous ceux qui veulent venir le prendre. Or, ils ne sont pas assis sur un tas d'or, mais sur une montagne qu'il faut creuser pour aller trouver l'or. Mais on tombe dans un problème structurel : les Congolais sont aujourd'hui trop pauvres pour disposer d'une épargne permettant d'investir pour maintenir une croissance économique au niveau de la croissance démographique. Ils ont donc besoin d'apport d'argent extérieur, au moins pour lancer la machine. Et ces apports extérieurs ne viendront qu'en cas de stabilisation. Les élections ont donc aussi une importance économique. Les hommes d'affaires sont catégoriques à ce sujet. Ils travaillent, ils explorent, ils préparent le terrain, mais ils ont

besoin de stabilité. Pas seulement qu'il n'y ait plus de guerre ou de rébellion, mais que les fonctionnaires et les militaires soient payés, et qu'il y ait une stabilité juridique.

Vous affirmez qu'il faut un Etat plus fort : plus centralisé ou plus autoritaire ?

Un Etat plus présent, surtout. Dans certaines zones, la force publique est représentée par de petits potentats locaux, qui inventent la loi, parce qu'il n'ont pas accès à la loi de Kinshasa. De toute façon, fondamentalement, les Congolais restent fédéralistes. Ils ont reculé sur ce dossier dans la nouvelle constitution par crainte et se satisfont d'une Constitution très décentralisatrice puisqu'elle prévoit que 40% des recettes de la province y resteront au lieu d'être envoyés à Kinshasa. Mais ce n'est que partie remise. Quand les choses iront bien, on reviendra au désir de toujours, le fédéralisme. Même si le fait de croire que le fédéralisme va arranger les choses, qui repose sur le constat d'un Etat unitaire en échec, est une illusion. ■



A LIRE : GÉOPOLITIQUE DU CONGO

Un mauvais dessin vaut mieux qu'un bon discours, affirmait, paraît-il, Napoléon. Le premier intérêt de ce petit livre est visuel : les quelques cartes de la RDC présentées dans le premier chapitre expliquent mieux que bien des textes les enjeux structurels qui déchirent ce pays. La carte des matières premières, par exemple, rend évidente l'existence de tendances fédéralistes, tout comme celle de la densité de la population éclaire les tentations centripètes et la difficulté à sécuriser le pays.

Au moment où le Congo est quotidiennement confronté aux péripéties du processus de transition vers les élections et, espérons-le, la stabilité, ce livre apporte aussi «le décor et le résumé des épisodes précédents» permettant de comprendre le jeu des acteurs d'aujourd'hui. Enfin, les auteurs se risquent à tenter de décrypter les soubassements culturels qui régissent les comportements politiques et économiques. Ceux qui ont déjà été confrontés à l'apparente incapacité des Congolais de bien gérer une quelconque entreprise comprendront mieux les rapports à l'argent, au temps, à l'investissement..., hérités notamment du mobutisme, et éviteront le piège des clichés.

A. L.

Géopolitique du Congo (RDC), par Marie-France Cros et François Misser, Editions Complexe (Bruxelles), 2006, 144 p., 14,50 euros.



Le pillage organisé des richesses



Comment un pays qui recèle autant de richesses (cuivre, cobalt, uranium) en est-il toujours réduit à une telle misère ? Un élément de réponse : à qui profitent-elles ? Un journaliste de MO, John Vandaele a pu consulter deux contrats miniers ainsi que deux rapports secrets qui en disent long. Sa conclusion est claire : le Congo est pillé.*

Le Congo possède un sous-sol très riche en matières premières indispensables au reste du monde. Mais le Congo n'est pas compétitif au niveau international en raison d'une infrastructure extrêmement déficiente et une population très peu qualifiée.

Mais le véritable scandale, écrit Vandaele, c'est que les Congolais n'ont, jusqu'à présent, quasiment pas pu jouir des richesses minérales de leur pays. Pendant la période coloniale, c'étaient les Belges qui en profitaient. Au cours de l'ère Mobutu, c'est le président-fondateur qui vidait les caisses de l'Etat. Et aujourd'hui ?

Katanga, vache à lait

Depuis toujours, le Katanga, qui regorge de matières premières, a alimenté les caisses de l'Etat. Elle en a toujours été la « vache à lait ». Les circonstances économiques mondiales n'ont jamais été aussi favorables qu'aujourd'hui, en raison de la demande des géants en croissance que sont la Chine et l'Inde et la hausse consécutive du prix de ces matières.

Selon le FMI, environ un cinquième de la population congolaise est dépendante d'une exploitation minière artisanale ou informelle. Ainsi, 800.000 personnes travaillent dans le secteur du diamant, 60.000 dans ce que l'on appelle la ceinture du cuivre katangaise. Mais les travailleurs – parfois des enfants de 7-8 ans – y travaillent dans des conditions désastreuses. En 2004, les creuseurs ont reçu 1.000 dollars par tonne de cobalt, alors que sa valeur sur le marché mondial est de 55.000 dollars. De cette manière, la richesse minière n'offre pas une base solide à un développement durable du Congo.

Une Commission sénatoriale belge

En 2003, une Commission belge consacrée au pillage des matières premières du Congo définissait le pillage comme « une exploitation des richesses du Congo qui ne profite pas ou pas assez aux Congolais ou à l'Etat ». Cette définition est tout à fait de mise ici. Une grande partie du minerai quitte le pays sans aucune transformation ou de taxation vers la Zambie, l'Afrique du Sud et de là vers le marché mondial.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Jusqu'en 1990, l'entreprise d'Etat Gécamines, qui possédait tous les droits miniers au Katanga, représentait un tiers des revenus de l'Etat. En 1985, elle produisait 470.000 tonnes de minerais de cuivre, c'est énorme comparé aux 20.000 tonnes d'aujourd'hui... Au cours des dix dernières années, des parts de la Gécamines ont été progressivement privatisées via des « joint ventures ». Ces « opérations » ont été conclues d'une manière particulièrement opaque et chaotique. Au cours des années 1996-1999, Laurent-Désiré Kabila, le père de l'actuel président, a financé son armée en vendant des parts des droits miniers de la Gécamines à des partenaires privés étrangers. Aujourd'hui, la part du secteur minier dans les recettes du gouvernement congolais ne représente plus que 0,18% du revenu national !

Rapports secrets

Sur ces questions, différents rapports très intéressants ont été écrits. Deux d'entre eux retiennent l'attention.

En 2004, au sein du parlement de transition congolais, une Commission parlementaire d'enquête, dirigée par Christophe Lutundula a été chargée d'analyser la validité des contrats conclus au cours des années de guerre 1996-

1998. Ce rapport n'a jamais été publié. MO a pu le lire. On y découvre les conditions déplorables dans lesquelles les contrats ont été passés, la gabegie des ressources et la part belle faite aux partenaires privés, sans contre-partie véritable pour l'Etat. Parmi les entreprises concernées figure le groupe belge George Forrest. Certes, ces accords de coopération permettent de créer de l'emploi. C'est le cas de Forrest, à qui même les détracteurs reconnaissent qu'il accorde à son personnel parmi les meilleures conditions de travail et de salaires de toute la région. Mais ces contrats apportent si peu aux Congolais qu'il faut à tout prix un moratoire sur les futurs contrats conclure par la Gécamines. Ainsi, la commission Lutundula demande que la Belgique et l'Union européenne critiquent plus durement les dirigeants.

Les conclusions de la commission Lutundula correspondent parfaitement avec un autre rapport rédigé en 2003 par International Mining Consultants (IMC) pour le compte de la Banque mondiale. Ce rapport, qui lui non plus n'a jamais été rendu public, a détecté le même schéma, celui d'une mise relativement faible des partenaires privés qui retireraient beaucoup plus de profits que la Gécamines. Selon IMC, l'élément crucial est le fait que les contrats autorisent la réalisation des profits en dehors du Congo.

Johan Vandaele, dans son article, constate : « Il est dès lors étonnant que le ministre belge des Affaires Etrangères Karel De Gucht se montre si critique envers les dirigeants congolais mais garde un silence suspect sur les autres partenaires, c'est-à-dire les acteurs privés. Dont ledit M. George Forrest qui a lui-même été nommé par le ministre comme conseiller au commerce extérieur. Karel de Gucht n'a pas voulu commenter ces contrats qu'il dit ne pas connaître. Dont Acte. » ■

(*) D'après un dossier de MO. MO est un magazine mensuel réalisé et édité en Belgique par une coordination des principales ONG néerlandophones.

Le 30 juin n'est plus la date butoir



Le train des élections est lancé sur sa dernière ligne droite, le Congo va probablement voter en juin ou au plus tard en juillet prochain. Tous les espoirs semblent désormais permis depuis que le président Joseph Kabila a promulgué la loi électorale, dernière pièce de l'appareil juridique organisant les élections générales. Après le vote du référendum constitutionnel et les opérations d'enregistrement des électeurs, cette loi constitue une avancée importante dans le processus électoral par lequel la population va pouvoir enfin choisir ses dirigeants. Celui-ci devrait donc mettre fin à 45 ans d'atemolements politiques, dont une transition initiée en janvier 2003 à la suite de l'Accord de Pretoria signé entre les anciens belligérants.

Plus de 25,6 millions d'électeurs seront appelés à doter la RDC d'un régime semi-présidentiel dans un Etat unitaire fortement décentralisé. Au total, le futur Parlement congolais comprendra 608 membres dont 500 députés nationaux et 108 sénateurs issus des scrutins provinciaux. La loi prévoit aussi la constitution de 26 assemblées provinciales.

Les votes (présidentiel, législatif, provincial, urbain, municipal et local) mettront en compétition plus de 200 partis politiques et plus de cinquante candidats à la présidence de la république. Le calendrier de la Commission électorale indépendante (CEI) a maintenant fixé les élections législatives et le premier tour des présidentielles entre le 24 juin et le 2 juillet, suite à un dernier délai de 10 jours accordé afin que les élections puissent se dérouler avec des candidats dans toutes les circonscriptions. Les résultats officiels sont annoncés pour le 14 juillet.

Une victoire du peuple

Le coût de ces élections (422,9 millions de dollars) financées quasi entièrement par la communauté internationale, ainsi que les attentes parfois démesurées de la population face à cette « opportunité historique » éclipsent souvent les enjeux. Il faut le rappeler, celles-ci sont le fruit d'une résistance héroïque du

peuple congolais dont la volonté d'unité a réussi à déjouer tous les plans de partition portés par les guerres des voisins rwandais et ougandais en 1996 et en 1998. C'est encore la détermination populaire qui dût forcer le Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT)¹ à se montrer plus ferme envers les responsables politiques, obligeant ceux-ci à adopter un calendrier précis et rigoureux des opérations électorales, lors de la prolongation de la transition jusqu'au 30 juin 2006.

L'adoption de cette loi par le parlement congolais ne s'est pas réalisée sans mal. Elle a été émaillée d'interminables discussions sur la question des listes. Mais finalement, les députés ont rejoint les attentes de la majorité de la population. Les évêques congolais rendaient compte de ce sentiment dans un document publié le 20 janvier 2006 : « cette façon de faire respectera, nous le croyons, l'intention des électeurs et donnera aux députés élus le sentiment de légitimité et une certaine fierté d'être mandatés par le souverain primaire » (*The Post*, Kinshasa, 08/02/2006).

En dépit du chemin parcouru, il faut cependant raison garder, car il reste énormément à faire : au-delà des défis logistiques (transporter des kits électoraux dans un pays à la taille de l'Europe occidentale sans moyens de communi-

cations, payer 240 000 fonctionnaires électoraux et agents de police dans 10 000 localités différentes, etc.), deux casse-tête attendent encore l'abbé Apollinaire Malu Malu (président de la CEI) et la CEI : le défi sécuritaire et le défi politique.

Tout le monde reconnaît, en effet, que l'un des plus grands problèmes demeure l'insécurité qui règne dans la Province Orientale, le Kivu et le Nord-Katanga. Des milices congolaises et des groupes armés rwandais (hutus et tutsis) restent opérationnels dans cette partie du Congo où elles continuent de semer la terreur. Le Nord-Kivu en particulier s'est érigé en un sanctuaire pour le général dissident Laurent Nkundabatware, qui a déjà déstabilisé la transition lors des guerres de juin 2004 à Bukavu et de janvier 2006 à Rutshuru. Une récente déclaration du Comité permanent des évêques catholiques du Congo met déjà en garde : « nous déplorons, écrivent-ils, le retard considérable pris dans la formation d'une armée unifiée et républicaine. Par ailleurs, une armée mal payée et mal équipée, au lieu de contribuer à la paix et à la sécurité, abuse de sa force et devient une menace pour des élections. Il est impérieux, recommandent les princes de l'Eglise, que la question de la sécurisation des citoyens et du processus électoral soit la priorité de nos dirigeants ». C'est loin d'être le cas.

1. Le CIAT est composé des ambassadeurs des 5 pays membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Etats-Unis, France, Chine, Grande-Bretagne, Russie), de la Belgique, de l'Union européenne, de l'Union africaine, du Gabon, de la Zambie, de l'Afrique du Sud et de la MONUC (Mission de l'ONU au Congo).

Au-delà des défis logistiques des élections, il reste encore le défi sécuritaire et le défi politique...

La présence de la police nationale et d'une force de maintien de la paix de 17 000 casques bleus suffira-t-elle à rassurer ceux qui au Kivu par exemple, craignent que les élections ne se déroulent dans toute la république sauf précisément à l'Est ? Le renforcement de cette force par une mission militaire de 1 450 soldats européens chargés officiellement de favoriser le bon déroulement des élections n'est pas pour rassurer. Certains observateurs avisés pensent que la mission principale de cette force sera d'étouffer toute contestation des résultats.

Or, ces élections sont déjà contestées. D'abord, le refus de l'UDPS d'y participer ne rassure personne, on l'a vu. Ensuite, le calendrier électoral pose de plus en plus problème. A quelques jours des élections, constate le journal kinois *Le Potentiel*, le cercle des mécontents, s'élargit inexorablement. En cause, la période d'inscription des candidats – qui vient d'être prolongée – ainsi que des problèmes de communication. Battre la campagne et expliquer son projet de société en 30 jours à travers 11 provinces, dans un pays dont les voies de communication sont loin d'être viables, ce n'est pas réaliste. Enfin, le « front des mécontents » n'apprécie guère la mise en place des institutions élues au-delà de la fin de la transition, c'est-à-dire le 30 juin.

Faire vite ou faire bien

Le CIAT et la CEI se trouvent désormais coincés entre des délais dépassés et l'obligation de résultat. Les propos tenus dernièrement à Kinshasa par le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les opérations de maintien de la paix, Jean-Marie Guéhenno, laissent paraître cet embarras : « Il est très important, déclarait-il, que les élections aient lieu le plus vite possible... Il faut en même temps que les élections soient crédibles, solides » (*Xinhua*, 09/03/06). Face à l'évidence, aurait-on décidé d'avoir pour le 30 juin un président et un parlement qui seraient ensuite chargés d'assurer la suite du scrutin ? En tout cas, du côté de l'ONU, on ne cache plus que l'on pourrait accepter le report des élections au-delà de la date butoir. On pare donc au plus pressé sur la forme.

Quant au fond, le véritable défi demeure politique, chacun le sait. Car, il est clair que la principale attente de la population, c'est d'abord la paix. Comme le dit Jaime Cayon « la paix ne consiste pas seulement dans le silence des armes, mais aussi dans des salaires justes, une administration publique efficace et à la portée du peuple, la santé et l'éducation pour tous ». D'où tout l'enjeu de la qualité de la classe po-



PHOTO: VITAL BARHOLERE

litique qui sortira des urnes, comme le rappelle d'ailleurs le document des évêques : « l'émergence des hommes capables d'affronter les grands défis du monde moderne, des hommes nouveaux, ayant un sens élevé de l'amour du pays, soucieux du bien commun, rompus à la bonne gouvernance, ayant une probité morale et une bonne capacité intellectuelle doublée d'une expérience bien éprouvée ».

La communauté internationale a-t-elle mis tout en œuvre pour assurer des élections réellement libres, transparentes et démocratiques au Congo ? Il est permis d'en douter. Au Libéria où l'ONU avait souhaité de telles élections, les dirigeants de la transition avaient été tenus à l'écart du scrutin. En Irak, autre pays où la légitimité posait problème, l'élection d'une constituante avait précédé les autres échéances. En RDC au contraire, rien de tout cela : la Constitution et la loi électorale ont été confectionnées par des individus sans légitimité.

Dès lors, une constitution taillée sur mesure pour les dirigeants actuels a été rédigée sous la supervision de l'université de Liège dans laquelle, par exemple, l'âge minimum du candidat à la présidence de la république a été modifié, le critère du diplôme d'université écarté, etc. La fonction présidentielle est littéralement banalisée. N'importe qui au Congo croit qu'il peut briguer la magistrature suprême. On suppose qu'il suffit d'occuper le fauteuil de président pour que le reste aille de soi. « Chance eïoko pamba » (ce qui compte c'est la chance, pas la compétence), chantent les kinois depuis qu'un certain Joseph Kabila fut propulsé au sommet de l'Etat en janvier 2001. De même, aucun crière moral n'a été érigé pour barrer la route du pouvoir notamment à une classe politique issue de mouvements armés ayant provoqué la mort de 4 millions de personnes.

Sans être comptables de leur gestion calamiteuse, des personnalités épinglées par un rapport explosif de la « commission parlementaire Lutundula » pour avoir conclu des contrats dont les profits ont souvent été obtenus au prix de souffrances et de pertes humaines énormes, pourront impunément solliciter un nouveau mandat.

En dépit de toutes ces imperfections, certains dirigeants occidentaux suggèrent sans gêne que cette classe politique dont ils furent les premiers à fustiger l'incompétence et la corruption reste aux affaires après les élections. Ainsi, apparemment soucieux d'éviter que les perdants ne reprennent les armes, le ministre des Affaires étrangères, Karel De Gucht, déclarait lors d'une interview à *La Libre Belgique* le 03 septembre 2005 que la Belgique attendait « l'émergence d'une nouvelle classe politique qui vienne s'ajouter à la classe politique actuelle » du Congo. Quand on sait par ailleurs que les Occidentaux ont fait pression pour qu'un accord préélectoral soit conclu, garantissant l'avenir politique de certains, tel que le vice-président Azarias Ruberwa, dans les futures institutions (*Le Soir*, 25 janvier 2005), le scénario d'une parodie d'élections cesse d'être une vue de l'esprit.

En attendant, les crispations nées des dernières menaces du RCD-Goma de claquer la porte à la transition, suite au refus du Parlement d'ériger en circonscriptions électorales le très controversé territoire de Minembwe créé pendant les années de rébellion, révèlent la fragilité d'un processus électoral qui peut s'arrêter à tout moment. Espérons pourtant que rien ni personne ne viendra perturber le déroulement du scrutin, ni la mise en place des nouvelles institutions après les élections. ■

Un défi et une responsabilité collective



Vendredi 24 février, le temps est frais comme à l'accoutumée dans cette belle région montagneuse du Sud-Kivu. Des rayons de soleil, chauds et vivifiants transpercent nos épidermes. Du « vrai soleil », rien à voir avec les flegmatiques rayons hivernaux de notre froide Belgique que nous avons quitté depuis trois jours. Les visages de mes collègues sont rayonnants. Nous sommes neuf personnes, représentants de la Mutualité Chrétienne Hainaut Picardie et de Solidarité Mondiale du MOC Hainaut Occidental.

Depuis dix ans, ces deux institutions développent un solide partenariat avec le Bureau Diocésain des Œuvres Médicales du diocèse de Bukavu. Elles appuient le partenaire congolais dans le développement des mutuelles de santé. Sept mutualités sont opérationnelles et assurent une protection sanitaire pour près de quinze mille personnes.

Sur la route qui nous mène au centre hospitalier de Nyantende, à près de douze kilomètres de Bukavu (la capitale de la province du Sud-Kivu), mon regard balaye la foule nombreuse. Des centaines d'hommes et de femmes marchent, le pas pressé. Impossible de deviner leur destination. Ils ne vont certainement pas au « travail ». Mises à part quelques organisations non gouvernementales et quelques rares entreprises survivantes de la longue crise congolaise, le travail formel n'existe plus depuis des lustres. L'absence d'un état responsable a plongé la population dans la « débrouille ». Sur les visages de ces gens que nous croisons, les stigmates de la souffrance sont bien visibles. La population est usée par la faim, par les maladies, par les violences perpétrées par des bandes armées.

Le centre hospitalier de Nyantende est modeste, mais bien tenu par une équipe de médecins, des infirmiers et d'autres cadres congolais. Les soins sont de bonne qualité malgré le peu d'équipement. Au service de maternité, je m'entretiens avec les femmes présentes.

M'Mpigirwa, quadragénaire, femme d'apparence timide, mère de six enfants, est la première à s'exprimer : « Monsieur, il faudra que ceux qui vont nous diriger après les élections chassent de nos villages ces bandits de militaires rwandais qui nous violent et nous tuent. Si le Président fait cela, ce serait déjà une réussite. Nous ne dormons plus dans nos maisons, par peur des attaques ». Au seul souvenir des

violences que ces femmes ou leurs consœurs ont subies, je les vois tomber dans un silence douloureux. A l'hôpital protestant de Mpanzi situé à quatre kilomètres de Nyantende, des centaines de femmes violées, humiliées dans leur féminité viennent des quatre coins de la région pour se faire soigner. Parfois les victimes n'ont que huit ans.

« Moi » dit Anastasie, la plus jeune de toutes, « j'espère qu'après les élections, il y aura du travail pour tous. J'espère que mon mari trouvera enfin du travail afin qu'il puisse m'aider à payer les études des enfants et leurs soins de santé ».

« Nous, les femmes nous souffrons beaucoup », renchérit Concilie Nsimire, mère de huit enfants. *Parfois les sacs que je porte sur mon dos sont deux fois plus lourds que mon propre poids. A ce rythme, un jour, on ramassera mon cadavre sur cette monnaie de Nyantende ».*

Les attentes des femmes et des hommes que nous rencontrons sont simples et concrètes : la sécurité, l'assurance de ne pas être attaqué en plein sommeil par des hommes en armes ; l'espoir de ne plus se faire racketter par des militaires impayés ; un emploi, un premier salaire pour un mari fonctionnaire de l'Etat impayé depuis une dizaine d'années ; la possibilité de nourrir, de faire soigner la famille et de faire étudier les enfants.

Vivre, tout simplement

Les gens ne demandent rien de plus que de vivre un peu plus décemment. Il faudra que les futurs élus comprennent leurs responsabilités vis à vis de cette population qui a enduré tant de souffrances à cause des égoïsmes de plusieurs de ses dirigeants. Dans ce pays béni des dieux, où tout pousse toute l'année, ce ne sont certainement pas les potentialités qui manquent, mais des femmes et des hommes politi-

ques consciencieux. C'est la grande faiblesse du Congo.

Déogratias Buhamba-Hamba, le nouveau Gouverneur de Province nous le répète lors de notre visite à son cabinet : « Notre population mérite mieux que ce qu'elle a eu comme dirigeants. Elle a tout fait pour sauver ce pays, elle est travailleuse, persévérante mais mal gouvernée. Le plus grand défi, pour nous politiques, sera certainement de répondre à ses attentes et mériter sa confiance. Je pense que les choses changent petit à petit et que l'homme (politique) nouveau est en train de naître ».

Tous les observateurs sont d'avis que le malheur du Congo vient pour beaucoup de la médiocrité de sa classe politique. Celle d'hier, les compagnons de Mobutu. Mais aussi celle d'aujourd'hui qui ne rassure pas assez. On dirait que les générations changent, mais que les mentalités ne bougent pas.

A Bukavu, ville militante et dynamique, la « Société Civile », un collectif de plus de deux cents organisations de la base (associations, ong, mouvements, etc) est aux aguets. « Notre population est prête pour se choisir les vrais dirigeants de demain, elle a été préparée depuis quinze ans, et nous continuons la conscientisation civique » nous dit Emmanuel Rubarabura, le Président du bureau de coordination de cette plate-forme citoyenne.

En effet, dans cette province qualifiée de front-deuse, la politique se fait dans la rue. Depuis le début du processus de démocratisation du Zaïre en 1990, la population organisée en des nombreuses associations participe activement à tout ce qui touche de près ou de loin à son destin. Ici, le mot fatalisme n'existe pas dans le vocabulaire. On parle en permanence de la lutte et de la victoire prochaine. Les prises de positions, les propositions politiques autant que les protestations de la « société civile » sont connues de tous.

Soutien et vigilance de la communauté internationale

La chance du Congo est qu'au vu des dernières avancées dans les préparatifs et considérant la détermination et la maturité du peuple congolais, la communauté internationale est unanime sur le caractère irréversible du processus électoral.

« Il en va de l'intérêt et de la crédibilité de tous » a récemment souligné Thabo Mbeki le Président Sud-Africain, un des principaux artisans du processus de pacification du Congo.

Même écho de la part de Kofi Annan, le Secrétaire général de l'ONU de passage à Kinshasa le 22 mars. Il a appelé les acteurs politiques congolais à « dépasser leurs intérêts à court terme pour l'unité et la stabilité du pays. A accepter le code de conduite, les règles du jeu pour que les élections se déroulent dans un climat de paix ».

Les Congolais sont maintenant placés devant leurs responsabilités. Le peuple devra assumer toutes les conséquences du choix de ses dirigeants de demain. Les futurs élus, pour leur

part, ont déjà du pain sur la planche. Il faudra rapidement soulager les souffrances actuelles du peuple congolais, puis reconstruire un état viable et digne. Quant à la communauté internationale, elle est appelée à soutenir la reconstruction de l'Etat.

C'est un grand défi qui appelle aussi les amis et les partenaires du Congo, les hommes et femmes de bonne volonté à rester vigilants jusqu'au bout. ■

L'appel du MOC : Soutenir l'espoir du peuple congolais

- 1 Le MOC exprime son soutien au processus électoral largement soutenu par la population congolaise. Celle-ci veut sortir d'une transition qui a eu le mérite de sauvegarder l'intégrité territoriale du pays et de le stabiliser. Il est temps, aujourd'hui, de construire un véritable projet politique basé sur un Etat de droit, issu d'élections démocratiques.
- 2 Le MOC se réjouit de l'adoption, dans un climat de paix et de tolérance, d'une constitution qui légitime les institutions du pays. Des élections démocratiques peuvent désormais se tenir sans tarder, faisant du peuple la vraie source de légitimation du pouvoir.
- 3 Le MOC souhaite que la communauté internationale soutienne les forces vives du pays afin que les prochains scrutins se préparent et se déroulent dans de bonnes conditions, notamment :
 - en garantissant une information correcte de la population sur les programmes et les candidats des forces politiques en présence ;
 - en invitant les partis politiques et les organes de presse à adopter un code de bonne conduite ;
 - en assurant la sécurité de la population et des acteurs politiques durant la campagne électorale et lors des scrutins.
- 4 La Communauté internationale devra respecter et faire respecter le résultat issu du processus électoral démocratique.
- 5 La diplomatie belge devra coupler toute forme de soutien au Rwanda et à l'Ouganda (économique, financier et politique) au vu du respect par ceux-ci de la souveraineté au Congo.
- 6 Le MOC et ses organisations sont invités à approfondir et intensifier leurs actions de solidarité
 - en soutenant le développement de la vie associative et en particulier des organisations sociales ; elles sont essentielles pour consolider la démocratie naissante ; c'est par la structuration et la consolidation des forces sociales au niveau national ainsi que par l'éducation à une citoyenneté responsable que la population sera en mesure de choisir et contrôler ceux et celles qui sont appelés à gérer le pays ; une aide accrue de la Belgique et de la Communauté internationale s'impose ;
 - en se donnant les moyens d'agir, ici en Belgique et en Europe contre les entreprises multinationales qui participent au pillage du Congo ;
 - la promesse faite par la Communauté internationale de remise de la dette à la RDC doit être réalisée selon le calendrier prévu ;
 - en sensibilisant l'opinion publique et le monde politique afin qu'ils s'attachent à mettre en œuvre une solidarité active avec des populations qui paient un lourd tribut pour la pacification et la démocratisation de leur pays.

Motion de février 2006